

## MASTER Droit, Économie, Gestion MENTION : Droit public

Responsable	Descriptions	Informations
Frederic LOMBARD	Type de diplôme : Master Domaine : Droit, Économie, Gestion Nombre de crédits : 120	Droits d'inscription : 256 € (formation initiale en 2017/2018) <a href="http://formations.univ-amu.fr">http://formations.univ-amu.fr</a> Composantes : Faculté de Droit et de Science Politique - Institut d'Études Politiques

### OBJECTIF

Les évolutions contemporaines de l'action publique et du droit public résultant de la globalisation du droit, de son européanisation, de sa constitutionnalisation, de la recherche d'efficacité et de valorisation des interventions publiques ainsi que les transformations de la relation Etat-citoyen (qui implique une protection renouvelée des droits subjectifs des citoyens et des administrés) exigent que les juristes de droit public disposent d'une culture générale solide dans les disciplines fondamentales de cette matière. En outre, le droit n'apparaît plus seulement comme une contrainte dans la gestion des affaires publiques et dans la conception de l'action publique : il est un outil de valorisation et de modernisation de l'activité administrative et le principal moyen de régulation et de résolution des difficultés que pose l'évolution de l'intervention publique. Cela nécessite que les étudiants maîtrisent avec un haut niveau de compétence le champ dans lequel ils envisagent de se spécialiser.

### PUBLIC VISÉ

Les étudiants désirant approfondir leurs compétences dans les diverses disciplines du droit public afin de répondre à la « demande de droit » que l'évolution des rapports sociaux exige de manière croissante. Plus généralement, la formation s'adresse aux étudiants s'intéressant à l'action publique.

### RÉGIMES D'INSCRIPTION

- Formation initiale
- Formation continue
- Formation en alternance
- Formation en apprentissage
- Formation en contrat de professionnalisation

### STRUCTURE ET ORGANISATION

Le Master comporte un socle commun (Master 1)

comportant 360h de cours magistraux et 72h d'enseignements pratiques (travaux dirigés). Ce socle est composé d'UE disciplinaires formées pas les matières fondamentales du droit public, d'un enseignement en anglais et d'enseignements dédiés aux compétences transversales. Les matières optionnelles permettent une spécialisation progressive de la formation en vue du choix d'un parcours type (en Master II) qui traduit la véritable spécialisation.

### LISTE DES PARCOURS TYPES

- Droit des finances publiques et de la fiscalité
- Droit public des affaires et contrats publics
- Droit immobilier privé et public
- Droit et management publics des collectivités territoriales
- Carrières publiques
- Droit de la reconstruction des états
- Droit et pratique des contentieux publics
- Droit public fondamental
- Pratique des droits fondamentaux
- Droit et administration de la défense
- Théorie du droit

### CONNAISSANCES À ACQUÉRIR

Les étudiants du Master « Droit public » sont formés afin de devenir des juristes généralistes capables d'exercer dans toutes les spécialités du droit public interne (droit administratif général, droit constitutionnel, droit public des contrats et des affaires, droit des finances et des propriétés publiques, droits des libertés fondamentales, des collectivités territoriales, de l'environnement et de l'urbanisme) mais aussi européen et international ainsi qu'en théorie du droit.

Ces connaissances et cette culture juridique doivent permettre aux étudiants diplômés de la formation d'exercer ensuite des fonctions de conseil, de

défense, juridictionnelle, de médiation ou d'arbitrage, de veille juridique et de rédaction d'actes juridiques ou encore de recherche fondamentale et d'enseignement.

### COMPÉTENCES VISÉES

- Maîtrise des concepts juridiques du droit public ainsi que l'environnement juridique propre à chaque parcours type.
- Autonomie dans la mise à jour des connaissances et dans l'organisation d'une veille juridique
- Maîtrise des rapports de systèmes
- Savoir analyser une situation juridique, rassembler une documentation, débattre et argumenter en faveur d'un point de vue à l'oral comme à l'écrit
- Comprendre et connaître les diverses procédures juridictionnelles ou non, analyser des situations juridiques conflictuelles afin d'anticiper ou traiter tout litige
- Connaître les grandes problématiques contemporaines en droit des libertés fondamentales
- Maîtrise des techniques contractuelles de droit public (négociation, rédaction et exécution des contrats)
- Capacité d'adaptation à l'évolution des domaines de compétence des collectivités publiques
- Savoir appliquer ces compétences en entreprise ou au sein d'administrations publiques.
- Etre capable de travailler dans une langue étrangère.

### STAGES ET PROJETS ENCADRÉS

Les étudiants peuvent effectuer un stage dès le Master 1. Un stage plus long (2 à 5 mois) est également possible ou exigé dans les parcours-types. La rédaction d'un mémoire en M1 mais aussi au sein de certains parcours offre une initiation à la recherche fondamentale ou appliquée.

### DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

Fonctionnaire d'Etat ou territorial et plus globalement cadre d'administration publique civile ou militaire tant nationale qu'euro-péenne ou internationale, avocat spécialisé en droit public, juriste auprès d'organismes privés (entreprises associées à l'action publique, organisations non gouvernementales dédiées à la protection des droits fondamentaux), enseignant chercheur, magistrat de l'ordre administratif, consultant en gestion des collectivités territoriales et conduite de projet public.

### PARTENARIATS

La possibilité d'effectuer des stages, d'une durée variable, est proposée aux étudiants en Master I et II quel que soit le parcours choisi. S'y ajoute l'implication des « professionnels du droit » dans les enseignements dispensés au sein des parcours types : de tous statuts et de toute profession juridique ces intervenants assurent une variété des regards enrichissante pour les étudiants. Ils contribuent par ailleurs activement à l'amélioration de la formation à travers les conseils de perfectionnement organisés chaque année au sein de la mention. Au plan académique, le parcours type « droit et administration de la défense » est co-accredité avec le Ministère de la Défense.

### ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Au delà d'un enseignement disciplinaire en anglais dispensé en Master I, la mention propose, dans le parcours « Théorie du droit », une formation avec double diplôme Master/LLM en partenariat avec l'Université d'Ottawa. Cela concerne l'accueil d'étudiants étrangers et l'envoi d'étudiants à l'étranger

### CONTACTS ORIENTATION

Visitez les sites :

- [suio.univ-amu.fr/contact](http://suio.univ-amu.fr/contact)
- [formations.univ-amu.fr](http://formations.univ-amu.fr)

*Dernière modification le 16/01/2018*

